



HAL
open science

La fabrique d'un livre : réponse et discussion

Olivier Orain

► **To cite this version:**

Olivier Orain. La fabrique d'un livre : réponse et discussion. Géocarrefour - Revue de géographie de Lyon, 2011, 86 (3-4), pp.237-242. halshs-00783071

HAL Id: halshs-00783071

<https://shs.hal.science/halshs-00783071v1>

Submitted on 31 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La fabrique d'un livre : réponse et discussion¹

Je tiens tout d'abord à remercier Isabelle Lefort de m'avoir proposé de réagir à la publication de deux analyses de mon livre, *De plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX^e siècle*, dans *Géocarrefour*. Je tiens également à la remercier, ainsi que Caroline Leininger-Frézal, pour les lectures qu'elles ont consacrées à cet ouvrage.

Entre fidélité aux intentions initiales et exigence de lisibilité, respect d'un fil argumentatif et souci de partage, transformer une thèse de doctorat en un livre publiable suppose de nombreux choix et renoncements. La réécriture implique l'allègement et la simplification d'un système argumentatif et probatoire que l'horizon de la soutenance avait incité à consolider au maximum. Publier dans la collection « Histoire des sciences humaines » de Claude Blanckaert à l'Harmattan me laissait de ce point de vue une très grande latitude, notamment celle de conserver au livre une diversité de dimensions qui eut été davantage problématique ailleurs.

Isabelle Lefort a amplement exposé dans sa recension deux des enjeux principaux du livre — question du statut du réel dans la géographie française et lecture kuhnienne d'une trajectoire disciplinaire — et souligné leur intrication délibérée. Ce sont là sans doute les questions (épistémologiques) les plus à même de susciter le débat et la curiosité d'un lecteur : j'y reviendrai plus loin. Auparavant, je voudrais mettre en avant une troisième dimension du livre, tout aussi importante à mes yeux, celle-là même sans doute qui a suscité une certaine perplexité chez C. Leininger-Frézal.

Une invitation à lire ?

Ainsi que je l'ai souligné dans l'introduction du livre, *De plain-pied dans le monde* s'offre comme une lecture des productions de la géographie française des années 1910 à 1980. En ce sens, elle doit également donner à lire un corpus. L'exercice a quelque chose d'un peu militant : à la différence d'autres praticiens des sciences sociales, rares sont les géographes qui s'intéressent aux écrits des générations antérieures, souvent frappés par une décote analogue à celle qui s'attache à des textes d'actualité. Excepté quelques plumes et figures tutélaires (Paul Vidal de la Blache, Maximilien Sorre, Roger Dion, Pierre Gourou...), c'est la grande majorité des auteurs de ces décennies, notamment les générations intermédiaires, qui ne sont plus du tout lus. À titre d'exemple, très singulier est le sentiment que procure l'immersion dans la littérature réflexive des années 1960, considérée aujourd'hui comme dépassée, quand elle n'est pas tout simplement tombée dans l'oubli. En restituer certains traits dans les chapitres 4 et 5 du livre ne signifiait pas simplement circonscrire les tâtonnements d'une époque d'incertitude. Il s'agissait tout autant de les capturer et de les donner à lire.

Pierre George est sans doute l'auteur qui a subi le plus violemment cet oubli : de polygraphe incontournable, il est devenu *has been*. Des opérations commémoratives récentes ont tenté de rectifier le tir : à la sauvette dans les *Annales de géographie*², avec plus de conviction dans les *Cahiers de géographie du Québec*³. Il me semble qu'en plusieurs touches, et sans systématique, on trouvera dans les pages que je lui ai consacrées des éléments pour comprendre le statut (et partant le destin) de son œuvre, avec un accès aux textes qui leur restitue un certain tranchant épistémologique.

De plain-pied dans le monde n'est pas non plus une anthologie : les textes qui sont donnés à lire s'inscrivent dans un propos historiographique dont ils sont tout à la fois le matériau probatoire, l'objet d'investigation et un moteur auxiliaire. Il est essentiel de souligner que le dispositif

¹ Version longue d'un texte publié dans *Géocarrefour*.

² « Pierre George (1909-2006) : un géographe témoin de son temps. Hommage des *Annales de géographie* », *Annales de géographie*, 2008/1, n° 659, p. 1-31

³ « Pierre George : un géant de la géographie », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 52, n° 146, sept. 2008.

d'insertion et de présentation des extraits est marqué par un modèle assez peu usuel en géographie. Il a cours en « littérature », entendue comme exercice de la critique littéraire universitaire ou « poétique ». Le style de montage et de commentaire du livre est entièrement redevable à cette pratique d'une autre discipline. Il met en perspective le volume important des extraits cités et la fréquente dissociation entre ce que les textes dénotent et le propos offert en reprise à ceux-ci : il n'y a pas (ou peu) de reprise sur le contenu. Il arrive assez fréquemment d'ailleurs que des commentaires spécifiques constituent des digressions ou des pauses par rapport à la ligne générale. Il s'agit d'une prise de risque calculée : entraver la fluidité du propos et introduire des motifs annexes peut rendre la lecture « difficile » et « alourdie », comme le relève C. Leininger-Frézal. Il aurait été parfaitement envisageable de renoncer à cette manière de faire et de présenter un fil directeur moins heurté. Mon article de 2006, « La géographie comme science »⁴, par la simplicité et l'univocité de son propos, repose sur un objectif de cette sorte. En revanche, à l'échelle d'un livre, ressasser le thème du réalisme aurait créé un effet monolithique, une mécanique. En tirant d'autres fils, voire en laissant parfois au lecteur le soin de poursuivre certaines analyses, j'avais pour souci d'éviter une saturation démonstrative.

Au risque d'un certain feuilletage du propos, j'ai voulu faire partager ce qu'il y a d'heuristique dans une lecture poéticienne, déployée à plusieurs niveaux (passages brefs, « paragraphes », chapitres et articles, ouvrages, collections — chaque échelle d'observation requiert des formes d'investigation spécifiques). Il s'agit d'une affiliation forte, et qui repose sur un pari qui ne l'est pas moins : que les écritures non artistiques sont justiciables du même genre d'opérations analytiques que celles menées sur des œuvres littéraires. En ce sens, ce livre suit une ligne développée à la fois par des philosophes attachés à l'élaboration de la connaissance par le discours (Paul Ricœur, Michel de Certeau), des praticiens des sciences sociales ayant insisté sur « la construction discursive des objets de savoir » (Paul Veyne, Clifford Geertz, Bruno Latour, Jean-Louis Tissier et tant d'autres — la formule elle-même est de Lorenza Mondada) et des littéraires s'étant intéressés à des objets sortant du périmètre ordinaire de leur discipline⁵. Nombre de travaux de philosophes ou de *social scientists* n'abordent hélas cette question de l'inscription textuelle et des dispositifs formels qu'à un niveau de généralité élevé et pèchent souvent par la faiblesse des applications pratiques. L'objectif du livre consiste plutôt à faire de la critique littéraire une modalité parmi d'autres de l'interprétation. Susceptible de révéler des implicites ou des impensés, je la crois dotée d'un pouvoir heuristique qui a surtout valeur exégétique *locale* : l'ensemble des interprétations offertes en sont une défense et illustration. Les préserver et les défendre dans un ouvrage était une garantie que m'offrait la collection de Claude Blanckaert.

On pourrait envisager d'autres mises en valeur herméneutiques du texte géographique : un recueil de textes commentés, une édition critique... sauf que les textes atteignent si rarement et provisoirement un statut de canonicité en géographie ou au-delà qu'il y a lieu d'être pessimiste sur la portée et l'intérêt suscité par des publications de ce genre. En outre, le commentaire de texte n'a que rarement valeur d'exercice-type dans la discipline, sinon à la marge ou pour extraire de l'information objectivable. Ce n'est pas un exercice codifié et institutionnalisé comme il peut l'être dans la plupart des autres disciplines dites « littéraires », en se souvenant que ses modalités et visées varient profondément de l'une à l'autre.

Pour toutes ces raisons, l'édition de ce qui a d'abord été une thèse a voulu sauvegarder cette dimension de lecture dans son plein développement. Néanmoins, la publication en livre suppose un travail de coupe — qui ne se laisserait pas deviner si on ne le signalait pas. Encore davantage que dans la thèse soutenue, j'ai dû renoncer à un grand nombre d'extraits significatifs, et ce afin d'éviter une trop grande saturation. Il était par ailleurs très difficile de reproduire certains

⁴ Orain, O., « La géographie comme science. Quand « faire école » cède le pas au pluralisme » dans M.-C. Robic, dir., *Couvrir le monde. Un grand XX^e siècle de géographie française*, Paris, Ministère des affaires étrangères, ADPF, 2006, p. 81-115.

⁵ On pourra consulter notamment Lorenzo Bonoli, « Écritures de la réalité », *Poétique*, n° 137, 2004, p. 19-34 ou encore Raphaël Baroni, « Histoires vécues, fictions, récits factuels », *Poétique*, n° 151, 2007, p. 259-277.

matériaux décisifs, comme les tables des matières des thèses de géographie classique ou des volumes de la *Géographie universelle* des années 1930. Pourtant, il n'y a rien de plus éloquent que la mise en série de ces volumes pour prendre conscience d'un certain nombre de propriétés de ces ouvrages. C'est sans doute le meilleur accès aux traits saillants du réalisme de la géographie classique et celui que j'utilise quand je veux le faire comprendre aux étudiants. En revanche quoi de plus fastidieux qu'une interminable succession de tables de ce genre dans un livre ? De tout ce travail sur un matériau considérable il ne reste qu'une évocation épurée en quelques pages du premier chapitre (p. 58-64). Et c'est une autre coupe majeure que d'avoir renoncé à faire figurer une étude sur Emmanuel de Martonne, aux titres qu'elle était déjà publiée ailleurs⁶ et qu'il fallait ne pas trop dépasser les 400 pages : par rapport à la thèse, il s'agit d'une pièce essentielle qui manque à l'économie de la première partie et à l'équilibre général du livre.

Bien des choses ont été retranchées, permettant de réaliser un livre de format raisonnable. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler également que le corpus présenté — le seul à figurer en bibliographie — ne correspond pas au corpus effectivement lu pour la thèse, ou depuis. Il forme un ensemble *ad hoc* qui ne prétend pas rendre raison exhaustive de la production géographique de la période, ni même de la connaissance que je peux en avoir. En ce sens, je suis assez perplexe de voir C. Leininger-Frézal affirmer que « *la lecture [du livre] donne l'impression de livrer le matériel brut de l'analyse, ce qui place le lecteur dans la posture d'observation d'un travail en train de se réaliser* » permettant « *une observation de l'auteur en train de l'écrire, comme une sorte de mise en abîme* ». L'idée est astucieuse, mais à mon sens profondément fallacieuse, car elle occulte les opérations de sélection, de filtrage et surtout de montage, qui ont présidé à la réalisation de l'objet « livre ». Rien de moins « *brut* » et de davantage concerté que ce *final cut* documentant l'interprétation de 70 ans de littérature géographique française. Un artefact pensé et donné tel ne peut être tenu pour un point d'observation sur une expérience biographique. C'est en outre ignorer le contrat de lecture spécifique à la critique littéraire universitaire, dont j'ai dit qu'il gouvernait le style d'exposition du livre.

L'ensemble de ces précisions essaie de rendre raison de ce qui est sans doute l'une des difficultés assumées du livre : la complexité de lecture liée à son usage de la critique littéraire. À sa manière, il participe pourtant de l'interface entre géographie et littérature, même si c'est dans un sens différent de celui emprunté par les nombreux auteurs qui entendent dire en géographes quelque chose de la littérature. Et malgré toute la charge « postmoderne » qui peut être associée à de telles rencontres, souvent perçues comme attentatoires à la dignité scientifique, mon propos n'a rien d'irrationaliste. En effet, la mise à jour d'effets formels n'implique ni de réduire une science à son expressivité ni d'adopter une posture laudative : la rhétorique n'est à priori ni bonne ni mauvaise du point de vue de la valeur démonstrative. Au contraire, une attention au formel peut s'inscrire dans une attention renouvelée pour les composantes de la rationalité.

Deux objectifs intrinsèquement enchevêtrés ?

Je suis en plein accord avec Isabelle Lefort lorsqu'elle insiste sur la relation étroite entre « *l'objet de l'enquête (le réalisme)* » et le « *prisme kuhnien* » que j'ai utilisé pour relire l'histoire disciplinaire (elle parle d'« *enchâssement* »). En revanche, si à mon sens une enquête sur le statut du réel pour la géographie aurait sans doute pu se passer d'une référence aux conceptions de Thomas Kuhn, la réciproque n'est pas vraie. On ne peut penser la géographie vidalienne comme un paradigme scientifique sans élucider la forme particulière de réalisme qui imprègne nombre de convictions et de pratiques des géographes « classiques ». La révolution scientifique survenue dans les années 1970 se comprend difficilement sans prise en compte du carcan que représentait une certaine conception du *respect des réalités*, même si ses enjeux sont bien plus larges.

⁶ Orain, O., « Emmanuel de Martonne, figure de l'orthodoxie épistémologique postvidalienne ? » dans G. Baudelle, M.-V. Ozouf-Marignier et M.-C. Robic, dir., *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la Cité*, P. U. de Rennes, 2001, p.289-311.

En ce sens, le « *prisme kuhnien* » apparaît pour ce projet historiographique davantage contingent, hétéronome, voire fragile : parmi les recensions parues du livre, certaines (dans *Nuncius*, la *Revue d'histoire des sciences humaines*) ont manifesté de la perplexité, voire une franche réticence à l'encontre de mon usage d'un auteur jugé daté ou inapproprié. Il me semble que les critiques d'I. Lefort manifestent au final une position similaire. Il m'importe donc tout à la fois de justifier ce recours théorique, mais aussi de bien en circonscrire l'usage et les limites.

L'intérêt fondamental (et inégalé ?) de *La Structure des révolutions scientifiques* concerne deux dimensions spécifiques du développement scientifique : ce que l'on pourrait appeler le régime disciplinaire de la production de savoirs et la question du changement d'univers empirique par rupture ou discontinuité.

Par l'accent qu'elle met sur l'acquisition progressive, par les exercices et l'exemple, d'un regard savant qui ne se résume pas à un savoir-faire, par les perspectives qu'elle offre pour comprendre la pérennité d'une tradition et de normes, la théorie des paradigmes offre une conception fortement intégrative des sciences. Elle articule formation et recherche, activité individuelle et réalisations collectives. Elle permet de penser ce qui fait système pour une communauté scientifique travaillant sur un monde empirique partagé, avec des problèmes (*puzzles*) légitimes, et une « *matrice disciplinaire* » (*disciplinary matrix*) qui est plus et davantage qu'un référentiel théorique⁷. Même si les aspects non cognitifs sont davantage invoqués que travaillés par Kuhn, l'idée de « *matrice disciplinaire* » suppose une étroite imbrication entre dimensions institutionnelles, sociales et cognitives d'un domaine scientifique autonome, inscrit dans des ensembles plus larges (une discipline existe en se différenciant à l'intérieur d'un système des disciplines). En ce sens, ce que décrit minutieusement Kuhn relève bien d'un régime *disciplinaire* de la science⁸, par opposition avec l'éclectisme et les liens faibles des académies ou sociétés savantes (régime de scientificité antérieur) ou le morcèlement des *studies* dévolues à une infinité d'objet (régime post-disciplinaire ?). À ce titre, même si c'est une historicisation délibérée de la pensée de Kuhn, j'aurais tendance à prêter à celle-ci une efficacité descriptive maximale pour les sciences d'un « grand XX^e siècle », marquées par des politiques publiques volontaristes, une croissance démographique soutenue des effectifs savants, et des stratégies de différenciation inter-disciplinaires par les méthodes (au sens large). Si l'on prend l'exemple de la France, on peut soutenir que c'est le système universitaire ébauché dans les années 1860-1870 (ce qu'on appelle parfois la Nouvelle Sorbonne), qui a enclenché à la fois l'institutionnalisation et la généralisation de la disciplinarisation des sciences. L'émergence d'une géographie française académique (dans un sens non péjoratif) procède complètement de cette dynamique disciplinaire générale.

Demeure une équivoque : T. Kuhn n'a eu de cesse de récuser la validité de son « modèle » pour décrire autre chose que le fonctionnement des sciences naturelles. L'argument qui justifie cette limitation est le caractère non exclusif des paradigmes dans la plupart des sciences de l'homme, alors qu'une période de science normale est précisément définie par l'hégémonie d'une matrice disciplinaire unique. Pourtant, certaines sciences de l'homme ont pu ou peuvent encore connaître une situation de ce type. Et comme c'est l'hégémonie paradigmatique qui, dans la théorie de Kuhn, permet souvent d'identifier une science « normale » et une communauté qui s'y adonne, cette identification quasi-tautologique ne donne pas de critère sûr pour éliminer une science non naturelle. Du fait du flou qui règne dans les échelles d'observation, on pourrait même se

⁷ Je rappelle que Kuhn distingue dans la *Postface* de la 2^e édition (1969) quatre types de composants au sein d'une telle matrice : des « exercices-types ou exemples » (les paradigmes proprement dits), des « généralisations symboliques » (formalisations universelles dont on dérive des applications *ad hoc* pour résoudre une énigme), une « métaphysique » faite entre autres de modèles à visée analogique et des « valeurs » supposées conduire l'activité de la communauté savante. La première partie de mon chapitre 3 explicite pas à pas cette nomenclature et essaie de la faire résonner à propos de géographie classique.

⁸ Je suis en cela Claude Blanckaert, qui a souligné que la science s'est développée sous forme de disciplines assez tardivement. Cf. C. Blanckaert, « La Discipline en perspective. Le système des sciences à l'heure du spécialisme (XIX^e-XX^e siècles) », dans J. Boutier, J.-C. Passeron, J. Revel, dir., *Qu'est-ce qu'une discipline ?*, éd. de l'EHESS, coll. « Enquête », 2006, p. 117-148.

demander si le critère de l'hégémonie est absolument nécessaire au descriptif kuhnien. En tout cas, il n'a pas empêché les sociologues de s'emparer durablement de ses catégories pour décrire des paradigmes contemporains les uns des autres (weberien *vs* durkheimien) ou se suivant avec stratification plutôt que substitution (du fonctionnalisme au structuralisme et à l'interactionnisme).

La géographie française des années 1890-1960, quant à elle, avait bien une matrice hégémonique. Elle a en outre cette particularité de s'être voulue « à la charnière » des sciences humaines et des sciences de la nature, et d'avoir érigé des pratiques naturalistes (en géomorphologie surtout, mais aussi en climatologie, phytosociologie, etc.) comme la validation éminente de sa dignité scientifique. Il en résulte une ambiguïté de statut et une mixité de régime qui mériterait un examen soutenu. Par contraste, elle n'est devenue pensable comme « science sociale » par ses acteurs que dans les années 1970, moment précis d'une rupture que j'analyse (après Marie-Claire Robic) comme une « révolution scientifique ». Si j'ai essayé de montrer une analogie de processus, nous concevons cette rupture comme un phénomène plus large, qui augure d'un changement de régime de scientificité ayant fait sortir la géographie d'après 1980 de ce qui se laisse penser avec Kuhn.

La rupture des années 1970 a des ressorts sociaux difficilement évacuables. Elle peut se comprendre dans un double contexte de crise : crise politique et culturelle de la fin des années 1960, crise socio-économique du milieu des années 1970. Dans une discipline toujours plus poreuse à des « externalités » diverses, marquée en outre par une massification des effectifs dont on sait les effets déstabilisants⁹ et l'ouverture d'un nouveau marché (l'aménagement) à la fois prometteur et incertain, il devient difficile de considérer une anomalie paradigmatique comme la raison *suffisante* d'une rupture engageant des aspects sociaux et politiques déterminants : en ce sens le prisme kuhnien ne « suffit » pas, ce que j'ai longuement souligné dans le livre. En revanche, ce qui fait événement dans les années 1970 procède de la rencontre entre les mutations profondes d'une communauté savante et un *épuisement* du paradigme de la géographie classique. Du fait des propriétés de ce dernier, je préfère parler ici d'épuisement plutôt que d'une anomalie cognitive circonstanciée comme on peut en rencontrer dans les sciences naturelles : la géographie héritée ne semblait plus à même de tenir un discours à la fois spécifique, scientifiquement fondé et pertinent sur un monde géographique de plus en plus « social » et de moins en moins « naturel ». Potentiel depuis l'après-guerre, potentialisé par l'essor de la *new geography* anglo-américaine dans les années 1950-60, nourri par une acculturation croissante aux sciences sociales, le besoin d'un changement cognitif, voire d'un profond *aggiornamento* de la matrice disciplinaire, a progressivement gagné en suffrages. Il n'était peut-être pas suffisant pour induire des transformations décisives, faute de concerner l'ensemble des géographes¹⁰. Ce besoin de changement scientifique a pourtant fourni un levier essentiel — le plus légitime dans une discipline savante ? — pour des transformations à la fois cognitives, sociales et institutionnelles. Encore faut-il garder à l'esprit que ces dernières n'ont pris effet qu'en différé : les années 1972-1981 sont à la fois le théâtre d'une dissidence inédite et d'une marginalisation féroce par l'*establishment* de tout ce qui semblait contestataire (politiquement et disciplinairement). La « révolution » des années 1970 n'a pris effet qu'après 1981.

Ceci posé, la description des discontinuités scientifiques que propose T. Kuhn demeure précieuse, car elle aide à penser concrètement la rupture qui s'opère sur le plan cognitif et la disjonction sociale qui a lieu dans une communauté savante. On reproche beaucoup aux théories discontinuistes de la science, ou du savoir en général, leur flou sur les modalités précises des ruptures qu'elles mettent en avant : c'est une critique qui a souvent été faite au Foucault des *Mots et les choses* et de *L'Archéologie du savoir*. On ne peut guère la soutenir pour *La structure des révolutions*

⁹ Cf. P. Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984, spéc. le chapitre 4, p. 171-205.

¹⁰ Ainsi qu'en atteste la permanence d'une géographie de facture ultra-classique dans certains départements de géographie, jusqu'au milieu des années 1990 parfois...

scientifiques, complétée par un certain nombre de textes tardifs¹¹ de Thomas Kuhn, même si certaines de ses thèses, concernant l'incommensurabilité entre paradigmes et ce qu'il appelle « *renversement gestaltique* », ont suscité de violents débats. Je n'insisterai pas davantage ici sur l'aspect social, abondamment exemplifié dans le livre et ailleurs, mais il importe de préciser ce qui fait sens pour penser une discontinuité épistémologique.

Il est utile de rappeler que Kuhn a une approche nominaliste de la science : l'ensemble de ce qui est appréhendable par un paradigme forme dans la pratique des chercheurs un *monde empirique* indissociable des systèmes de représentation et de signification qui le donnent à penser et à éprouver. L'idiome d'une communauté savante, avec ses significations précises, est un élément clé (mais non exclusif) pour la donation d'un tel monde empirique. Dans l'idée kuhnienne de révolution scientifique, entre autres choses, le changement d'idiome joue un rôle décisif : les mots changent, ou leur signification évolue fortement. Il se produit un basculement que l'auteur appelle « *renversement gestaltique* », à l'issue duquel le monde empirique n'est plus le même. L'ancien (à supposer qu'il soit entièrement remplacé) peut tout simplement ne plus être compréhensible, ou même traduisible. En-deçà de cette conséquence radicale, il y a l'idée que deux paradigmes, ne s'attachant pas au même monde empirique, ont des préoccupations et des opérations non comparables. Si l'on essaie de les confronter, on rencontre un problème d'incommensurabilité, qui est également présent en situation d'affrontement entre tenants de deux paradigmes durant une phase « révolutionnaire ».

Bien entendu, dans des disciplines comme la géographie où l'on revendique le plus souvent de s'exprimer en « langue naturelle », cette question de l'incommensurabilité n'a pas la netteté qu'elle revêt en biologie ou en chimie. Pourtant, faire de la « langue naturelle » un médium évident et partageable au mieux est plus souvent fallacieux qu'on ne l'imagine, faute d'une attention aux variations des significations, dans le temps et d'un locuteur à l'autre. Cela revient aussi à sous-estimer les particularismes des idiomes partagés par des groupes restreints, sans parler des idiolectes propres à tel ou tel auteur de référence, qui souvent sont réappropriés pour devenir un marqueur d'affiliation (« écrire dans la langue de Bourdieu » serait un beau sujet de sociolinguistique).

Donner sens à l'incommensurabilité en géographie

En matière de géographie française, j'ai acquis l'intime conviction qu'il y avait une incommensurabilité forte entre le paradigme classique et ce que l'on pourrait appeler le paradigme « spatialiste » ou « théorico-quantitativiste ». La rupture avec la tradition est moins nette pour des courants apparus plus tardivement et qui n'ont pas le même degré d'autonomie que l'analyse spatiale. Ils sont même difficilement concevables en termes de paradigme, compte tenu de leur façon de faire tenir ensemble divers legs disciplinaires, de leur rapport ambigu au paradigme classique notamment, de leurs hétérogénéités internes et d'aspects programmatiques non résorbés : la géopolitique et la géographie sociale en seraient de bons exemples.

Toute la difficulté de la mise à jour d'une incommensurabilité réside dans l'imagination d'un dispositif pour fixer ce qui diverge et se compare mal, précisément. À propos des années 1960/début des années 1970, j'ai essayé de suggérer combien la *new geography* anglo-américaine était un corps étranger que certains géographes français essayaient d'incorporer au risque de l'incohérence, tandis que d'autres la rejetaient au nom d'un ensemble de valeurs et de normes incommensurables avec ce que visait une rationalité « quantitativiste » ou « modélisante ». Dans le chapitre 6, consacré aux années 1970 et à la « révolution », j'ai essayé de faire saillir les contrastes (dans les termes, les valeurs, les façons de penser) entre la « nouvelle géographie »¹² et ce qui

¹¹ Par exemple : T. Kuhn, « Commensurabilité, comparabilité, communicabilité » [tr. fr. Miguel Coelho], dans S. Laugier et P. Wagner (éds.), *Philosophie des sciences II. Naturalismes et réalismes*, Vrin, 2004, p. 285-322. (éd. originale : « Commensurability, comparability, communicability », *The Philosophy of science association*, vol. 2, 1982).

¹² La difficulté la plus significative tient au fait que l'on ne peut rabattre la « nouvelle géographie » (moment

s'était écrit auparavant. Dans le suivant, la question, générale, de la « problématique » et les spécificités du style de pensée d'un Franck Auriac sont la manifestation d'un *inconcevable* pour la géographie antérieure¹³. D'une manière générale, ces deux chapitres mettent en avant des discours qui se démarquent de ceux qui précèdent : ils indiquent globalement un changement d'univers intellectuel, que j'espère sensible, même s'il aurait fallu davantage d'exemples de travaux empiriques pour nourrir l'effet de symétrie recherché par rapport à la tradition classique.

À une autre échelle, j'ai signalé la tentative modeste mais éclairante d'André Fel dans un article de 1972 qui « montre l'existence de deux géographies humaines radicalement opposées par leur méthode et leur conception d'ensemble. »¹⁴ D'autres textes des années de contestation, comme « Interrogations sur la recherche contemporaine en géographie humaine » de Jacqueline Bonnamour¹⁵ ou « La théorie dans la démarche géographique » d'Hubert Béguin¹⁶, seraient une illustration du dialogue de sourds qui a pu opposer géographes « classiques » et « théoriciens-quantitativistes ». Ils ont une caractéristique en commun qui rend leur usage difficile pour une démonstration : ils arraisonnent rarement l'autre en lui donnant tribune pour se défendre, de sorte que l'effet de controverse dérive d'un texte à l'autre, sans caractère nécessairement nominatif, sans réponses circonstanciées. Pierre George est un cas limite : son texte de 1976, « Difficultés et incertitudes de la géographie »¹⁷, est une charge contre le bien-fondé d'une géographie théorique et quantitative, sans que jamais le débat potentiel ne prenne un tour polémique et *ad hominem*. S'il y a des différences de style considérables d'un protagoniste à l'autre (le tout formant une abondante littérature polémique), une fraction infime (et non significative) se prête à cet exercice très codifié et bien délimité qu'est l'étude d'une « controverse » — à partir de laquelle établir une incommensurabilité serait chose plus aisée.

Cette dernière se manifeste aussi au niveau de l'idiome des géographes. Je pense pouvoir affirmer que la géographie « spatialiste » francophone a construit autour de l'idée de différenciation de l'espace un monde empirique en continuité avec un héritage anglo-américain mais en discontinuité non seulement avec la tradition classique française mais aussi avec les autres courants de la géographie qui ont émergé dans les années 1970 ou 1980. À charge de le démontrer plus avant, l'espace des « spatialistes » dans toute son épaisseur conceptuelle demeure largement hermétique à qui n'opère pas la « conversion » (pour parler comme Kuhn) nécessaire. Comme je n'ai pas encore eu le temps de poursuivre pour la géographie de ces décennies le travail systématique opéré pour les années 1960 à propos d'« espace » et de son cortège sémantique, mes conclusions sont moins étayées. Mes lectures suggèrent que le mot (et ses corrélats) s'inscrivent dans une configuration sémantique que les travaux de Henri Reymond, Georges Nicolas, Philippe Pinchemel, Roger Brunet et quelques autres ont cristallisée, par organisation en un système de concepts, voire axiomatisation, alors qu'il garde hors de l'analyse spatiale la fonction de marqueur disciplinaire sans signification précise qu'il avait dans les années 1960. Travailler plus avant sur la sémantique historique d'espace, dans une perspective internationale et interdisciplinaire, est l'un de mes chantiers de recherche. *De plain-pied dans le monde* ne pouvait en livrer que des prémices.

L'usage de Kuhn et la question de la discontinuité

Si j'ai conclu mon livre (après ma thèse) sur l'idée qu'une mutation du vocabulaire et de sa signification est l'une des formes tangibles de ce que Thomas Kuhn appelle un « renversement

contestataire protéiforme) sur la « géographie théorique et quantitative » (sensibilité épistémologique ayant fourni force munitions à la contestation) et réciproquement...

¹³ On pourrait en dire autant de Claude Raffestin, mais il serait problématique de l'annexer à un quelconque « paradigme spatialiste » dont il s'est toujours démarqué.

¹⁴ A. Fel, « Deux géographies humaines ? », *L'Espace géographique*, 1972, n° 2, p. 107 [107-112].

¹⁵ *L'Espace Géographique*, 1979, n° 4, 255-262.

¹⁶ *L'Espace géographique*, 1985, n° 1, p. 69-71.

¹⁷ *Annales de géographie*, n° 467, janvier-février 1976, p. 48-76.

gestaltique », j'admets que la démonstration pour la géographie en est inachevée. En outre, cette idée ne saurait résumer le sens et la portée de la rupture des années 1970, ni rendre compte d'une évolution disciplinaire qui devient irréductible au modèle kuhnien une fois le paradigme classique privé de tout monopole au début de la décennie 1980. Les enjeux historiographiques ne pouvaient être strictement réduits sous un modèle unique.

La référence à Kuhn a été poussée autant qu'elle pouvait l'être dans le livre et je n'en connais pas d'aussi systématique. Savoir si l'on pouvait dépasser un « usage analogique » est sans doute indébrouillable. Kuhn n'a pas donné de protocoles permettant la mise au gabarit d'une histoire disciplinaire particulière : pour construire *La structure des révolutions scientifiques* et encore davantage ses travaux ultérieurs, il s'est appuyé sur des exemples *ad hoc* servant une reconstruction intellectuelle généralisante et non sur l'étude d'un cas. Dans ces conditions, toute « traduction » disciplinaire un peu systématique pose un problème de nuances, car on traite difficilement d'un cas historique particulier avec la même liberté. Le débat sur « la pertinence, l'opérativité, [et] les limites du transfert de la matrice kuhnienne » est positionné dans le chapitre 3 et non en introduction ou en conclusion notamment pour éviter d'ériger en « thèse » ce qui se voulait un ensemble de schèmes d'intelligibilité à combiner. Ils aident à penser la trajectoire de la géographie française dans un certain contexte, mais je me suis fait un devoir de ne jamais occulter ce qui ne s'y laissait pas réduire, au risque de diminuer l'efficacité de la démonstration. En outre, certaines catégories d'analyse lancées par Kuhn (l'idée d'« anomalie », le distinguo « modèles ontologiques »/« modèles heuristiques », etc.) sont relativement floues ou intuitives dans ses écrits : s'efforcer de les traduire appelait forcément une adaptation, et partant un risque doctrinal. S'agissait-il de faire preuve d'une scrupuleuse orthodoxie à l'égard d'un texte rendu par là canonique (au risque de ses flous et latitudes) ou simplement d'en tirer un maximum de schèmes cognitifs susceptibles de penser une discipline particulière ?

Demeure la question du bien-fondé d'un transfert pour une science (la géographie classique) qui par bien des aspects diffère des exemples kuhnien : la « résolution d'énigme » (*puzzle solving*) y a pris des formes que nous pourrions juger hétérodoxes, les « problèmes légitimes » (comme les relations homme/milieu) n'étaient pas forcément ceux auxquels l'étude empirique apportait un soin lancinant ; plus encore, le souci d'exhaustivité rendait improbable une écriture fondée sur une démonstration, sinon à la marge. Mais l'ensemble de ces difficultés nous apparaissent rétrospectivement, à propos d'un paradigme pour bonne part révolu. Du point de vue de la géographie vidalienne, il y avait en revanche des « problèmes légitimes » (fondant une tradition et excluant vigoureusement ce qui y dérogeait), des *puzzles* à reconstituer autant qu'à résoudre, et ce qui peut s'analyser comme une matrice disciplinaire fortement structurée et structurante... C'est la rétrospection et l'écart épistémologique qui de l'extérieur fondent un regard potentiellement dubitatif sur le régime de scientificité de cette discipline — signe d'un présentisme irréductible ? L'écart entre notre rationalité et celle à l'œuvre chez Vidal de la Blache et ses successeurs semble moindre que celui qui sépare la théorie du phlogistique de la chimie moderne ou la physique de Newton de la physique quantique. Tout le travail de contraste opéré dans le livre vise à montrer la transformation majeure qui s'est opérée dans la géographie française, avec ce décrochage spécifique qui a lieu sur divers fronts au cours des années 1970 (et certainement pas avant pour ce qui concerne la France) : la production des années 1960 demeure foncièrement commensurable avec celle des années 1910, de même qu'une bonne part de ce qui est produit dans les années 1970 et 1980 dans des lieux demeurés à l'écart du phénomène contestataire. En revanche, cet acte d'abord minoritaire, sinon marginal, qu'a été le rejet de la tradition vidalienne a précisément créé les conditions d'une dissolution du régime disciplinaire à paradigme hégémonique. Adossé à un paradigme alternatif (théorico-quantitativiste) et/ou à une critique politico-épistémologique dosant dans des proportions variables marxisme et rationalisme, les « nouveaux géographes » (au sens large, ici) ont institué une dissidence, jusque là impensable. La matrice disciplinaire classique a cessé d'occuper tout l'espace du pensable, laissant la place à de nouveaux mondes, préoccupations, styles ou horizons qui, auparavant, auraient subi le « ce n'est pas de la géographie »

tuant dans l'œuf les perspectives hétérodoxes.

Cette discontinuité majeure des années 1970 — encore viscéralement contestée par certains (à commencer par sa datation) — rend-elle raison de *toute la géographie* ? Certainement pas ! J'aurais tendance à dire que le continu et le discontinu sont une affaire de focale : en fonction du type d'enquête que l'on se donne, on peut mettre l'accent sur l'un ou l'autre, voire partir de convictions sur la question pour tirer des fils ou les couper. J'ai le sentiment que s'y mêlent en outre des dimensions idéologiques : l'adhésion à ou le rejet de cette rupture particulière polarise des convictions politiques, épistémologiques et morales. Cela demeure de l'ordre du *vif* dans la représentation disciplinaire.

Dissérer sur cette question nécessiterait de longs développements. Qu'il me suffise de rappeler que la permanence d'une institutionnalisation et d'un rattachement disciplinaires donne une clé de la continuité. Le temps de la géographie universitaire a suivi un cours continu que mettrait en perspective son hypothétique interruption, par assèchement, fragmentation ou recombinaison : il existe des pays comme les États-Unis où elle est en cours de disparition. La tentative récente de la réinscrire dans un « collège des sciences du territoire » montre que la question de son éclipse se pose aussi en France. Sur le plan des contenus cognitifs, la rémanence d'une pensée par cas¹⁸ ou d'une expression cartographique (et plus généralement ce second langage que constitue l'iconographie) sont des exemples de chantiers qui peuvent alimenter une réflexion sur les continuités des pratiques géographiques. Pourtant, s'il existe des permanences indiscutables dans la géographie française, nous sommes sans doute insuffisamment sensibles aux déplacements (de sens, de fonction, de construction) qui ont affecté des *topoi* en apparence classiques et continus comme la « carte », le « terrain », la « nature » — pour donner des exemples peu ou pas traités dans mon livre. Leur prêter un sens stable les prive de toute historicité, comme si les usages et les inscriptions étaient strictement les mêmes de 1890 à nos jours : ce que je me suis efforcé de faire pour l'écriture de la géographie a été¹⁹ ou pourrait être réalisé pour d'autres dimensions majeures de cet ensemble savant.

La langue et le réel

De plain-pied dans le monde s'en tient pour sa part à la langue et à l'écriture des géographes français (ou assimilés) ayant publié entre 1910 et les années 1980. Ce parti-pris était une clause de sauvegarde : le corpus consulté était considérable ainsi, déjà. Pour traiter du statut du réel, c'était une porte d'entrée de premier ordre, même si d'autres formes de représentation (la carte, le film, la photographie) permettent également de mener une réflexion sur la question. L'avantage du texte est qu'il n'est pas simplement le véhicule d'un rapport au réel : il peut également l'expliciter. De ce fait, on trouve tout au long du livre à la fois des analyses visant les discours « sur » le réel des géographes (de Lucien Gallois à Claude Raffestin) et d'autres détaillant les stratégies d'ordonnement empirique (des monographies régionales classiques au « construit » du vignoble-système de Franck Auriac).

Pour autant, je ne suis pas convaincu que l'on puisse schématiser cette question sous la forme d'un rapport entre « le mot » et « la chose », même en les considérant comme des catégories génériques. J'ai tendance à penser qu'un mot et même une phrase sont des échelles trop restrictives pour poser la question de l'intelligibilité du réel à travers la parole. À titre d'exemple,

¹⁸ Cf. pour un cadre général J.-C. Passeron & J. Revel, « Raisonner à partir de singularités », dans *Penser par cas*, eds de l'EHESS, « Enquête », 4, 2005, p. 9-44 et pour la géographie mon texte « Une clinique par les formes ? » (<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00114911/fr/>).

¹⁹ Cf. M.-C. Robic, dir., *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*, Paris, Economica, 1992. D. Mendibil, *Texte et Images de l'iconographie de la France (de 1840 à 1990)*, thèse de doctorat, université de Paris I, 1997. I. Lefort et P. Pelletier, *Grandeurs et mesures de l'écoumène*, Economica/Anthropos, « Géographie », 2006. Je suis en revanche fort peu convaincu de l'intérêt *historiographique* de l'abondante production sur le « terrain ».

les « démonstrations » de la philosophie analytique « réaliste », d'Alfred Tarski²⁰ à Paul Boghossian²¹, m'ont toujours semblé d'un réductionnisme rédhitoire : elles ramènent la question à des propositions élémentaires, soumises à des conjectures logiques. Les expériences de pensée et autres jeux de langage permettent peut-être des prises de position logiquement intimidantes. Leur pouvoir descriptif et leur consistance empirique sont en revanche d'une pauvreté frappante. Pourtant, dès lors que l'on s'attache à la place de la parole dans la donation du réel — problème qui n'épuise pas la question épistémologique du réalisme²² — il me semble méthodologiquement nécessaire d'examiner des configurations discursives d'une certaine ampleur, et en nombre raisonnable. En outre, au lieu d'être distinguées, la dimension du vrai/faux (relative à des propositions ou des discours, donc au langage) et celle de l'indépendance des phénomènes (question épistémologique ou pratique) sont rendues indémêlables. Cette indistinction permet de faire un procès en « relativisme » (sur le vrai/faux) à quiconque se permet de douter que le réel soit appréhendable en dehors de schèmes cognitifs.

S'agissant des étiquettes utilisées pour décrire des positionnements sur ces questions — « réalisme », « positivisme », « rationalisme », « nominalisme », « constructivisme », « relativisme » etc. — je ferais deux remarques : leur signification est loin d'être stabilisée et je ne suis pas sûr qu'il soit obligatoire de les faire fonctionner par couples dichotomiques (même si c'est une tentation que la logique et la polémique encouragent). Je les considère pour ma part comme des analyseurs temporaires dont la signification devrait toujours être précisée *d'emblée*, afin d'éviter les usages stigmatisants et les implicites trompeurs — précaution valable au demeurant pour n'importe quelle labélisation. Par ailleurs, une décennie passée à en traquer les enjeux philosophiques n'a cessé de me convaincre qu'on devrait pouvoir indexer ces postures sur un gradient (voire un champ orienté à n dimensions) : à ne recenser que des clivages, la rhétorique du *versus* interdit de penser les conceptions intermédiaires (qui sont souvent les seules *de bon sens*). En outre, si des points de clivage sont aisés à identifier circonstanciellement, tout discours élaboré engageant le « réel » est porteur d'une multiplicité d'enjeux dont la composition n'est plus forcément réductible à un clivage unique.

La technicité de cette question appellerait des développements qui déborderaient rapidement le cadre de mon propos présent. Elle renvoie à un problème qui se pose aussi pour la géographie, comme pour n'importe quel discours empirique : peut-on parler d'*un* réalisme ou d'*un* constructivisme, etc., à propos d'un ensemble de discours et de pratiques dont on postule l'unité, ou s'agit-il de postures dont il faut toujours chercher les différenciations et les nuances, entre autres inter-individuelles, intertextuelles, etc. ? Ce que j'ai essayé de faire à propos de la géographie classique a été précisément d'identifier *un* réalisme particulier, et de lui donner une certaine épaisseur. Mais l'ensemble des hommes de science analogues aux géographes étaient réalistes au début du XX^e siècle. C'est la dimension d'exhaustivité et la volonté de « restitution » de celle-ci qui spécifie le réalisme des géographes par rapport à leurs contemporains, avec en plus une persistance particulièrement forte jusqu'au début des années 1970, époque où le réalisme communément partagé n'était plus vraiment une posture dominante, après les critiques du structuralisme linguistique et d'autres traditions intellectuelles.

Ce qui me frappe et que je n'ai pas eu l'opportunité d'approfondir, pour des raisons diverses, est la rémanence de tout un nuancier de réalismes dans la géographie de ces quarante dernières

²⁰ A. Tarski, *Logique, sémantique, métamathématique* [tr. fr. ss la dir. de G. Granger], Armand Colin, 1972-74. Karl Popper en a donné une présentation particulièrement évocatrice dans sa conférence « Une conception réaliste de la logique, de la physique et de l'histoire », dans *La Connaissance objective*, Flammarion, « Champs », 1998, spéc. p. 461-467.

²¹ P. Boghossian, *La peur du savoir. Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance* [tr. fr. J.-J. Rosat], Agone, « Banc d'essais », 2009.

²² À mon sens, le réel étant sémantiquement « ce qui échappe à la volonté humaine », en faire un problème « ontologique » à la manière de John Searle dans *La Construction de la réalité sociale* est relativement oiseux, puisque par définition tout ce qui a cette propriété d'indépendance phénoménale ressortit au réel. Seules les questions de l'intelligibilité (épistémologique) et de l'action (pragmatique) permettent de sortir d'une conception tautologique de la réalité.

années. La mise en cause des années 1970 a néanmoins fait perdre à la posture classique son caractère hégémonique : on a vu émerger diverses sortes de critiques du caractère « donné » des faits géographiques (anti-réalisme), une mise en avant du langage comme configuration structurante donnant des contours à un monde empirique (nominalisme à la façon de Claude Raffestin), des échafaudages de « construits » répondant à une problématique (constructivisme configurant un cas empirique, dont le geste initial revient à Franck Auriac en géographie). Plus récemment, il est devenu relativement fréquent d'affirmer que les objets sur lesquels travaillent les géographes sont « socialement construits », la plupart du temps par des « acteurs » (constructionnisme social), certains pouvant même affirmer que le réel est une chimère strictement inaccessible (constructivisme « radical »). Mais, par effet d'inertie (en géographie physique ? dans certains lieux « conservateurs » ?) ou par réaction viscérale face à des discours antiréalistes, prenant notamment des formes jugées « excessives » (postmodernisme, relativisme), des postures réalistes se sont perpétuées ou reconfigurées, en géographie bien davantage que dans d'autres sciences sociales²³. Ceci ne vient pas invalider à mes yeux l'importance de la rupture effectuée. Encore une fois, il s'agit moins d'un basculement massif, immédiat et généralisé que de la fin d'une norme contraignante, même si en l'occurrence le constructivisme, dans sa diversité, me semble assez dominant aujourd'hui. Pour la géographie contemporaine, bien davantage que pour celle que j'ai étudiée dans mon livre, ces catégories appelleraient un traitement sous forme de nuancier, d'autant plus qu'il faudrait distinguer des prises de position à valeur exclusivement théorique (rares, au bout du compte, et souvent radicales) et des engagements pratiques (pour lire des sujets aussi divers que les risques naturels, les identités territoriales ou la qualité d'un produit agricole).

En revanche, question connexe plus fréquente chez les sociologues, il me semble que les géographes contemporains ne s'interrogent pas encore suffisamment sur la question de la construction de l'objectivité. Ils ne sont pas sortis du dilemme opposant une objectivité « donnée » (naturelle le plus souvent) à une subjectivité « souveraine » et indépassable, même si elle est affirmée « socialement construite ».

Cette ouverture suggère qu'il y a encore matière à d'abondantes investigations sur les thèmes explorés par mon livre. Le contemporain est l'une des questions vives que j'ai tenues à distance, de même que des focales plus englobantes (internationales, transdisciplinaires). Il fallait garder un cap. Je l'ai imagé avec cette formule *De plain-pied dans le monde*, usage strictement allégorique et pas du tout abstrait (ce n'était pas une notion pour moi). Ce qui fut longtemps une idiosyncrasie des géographes, dans laquelle certains se reconnaissent encore, se trouvait ainsi incarné, à défaut de pouvoir être épuisé.

²³ Le phénomène n'est pas que géographique : le livre de Razmig Keucheyan, *Le constructivisme des origines à nos jours* (Herman, 2007), peut se lire comme une machine de guerre de la sociologie boudonienne contre le constructivisme sociologique, mais pas seulement.